

Vidéo de conclusion

Le formidable développement qu'ont connu les pays occidentaux depuis deux siècles a permis une extraordinaire amélioration du niveau de vie de leurs populations, que souhaiteraient connaître la quasi-totalité des pays, quel que soit leur régime politique.

Le hic, c'est que le moteur de ce développement a largement été alimenté par l'utilisation des énergies fossiles, dont l'augmentation de la consommation au niveau mondial continue à se poursuivre.

On a longtemps craint que la limite à la croissance économique provienne des ressources, à la fois de matières premières et d'énergie, mais on s'aperçoit depuis quelques années qu'elle porte davantage sur les rejets.

Les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'ensemble des activités humaines représentaient en 2017 l'équivalent de 53,5 milliards de tonnes de dioxyde de carbone, le CO₂ lui-même comptant pour les trois quarts.

Les émissions liées à la combustion d'énergie fossile et aux procédés industriels atteignent 37,1 milliards de tonnes ce qui représente près de 85 % de ce total, et fait de ce secteur le principal responsable de l'augmentation globale de CO₂ dans l'atmosphère de 1,2 % par an environ.

Quelles que soient les grandes déclarations politiques lors des sommets internationaux sur le climat, les émissions de gaz à effet de serre continuent de progresser à rythme élevé, du fait de la croissance de la population mondiale et d'un développement économique auquel personne ne souhaite renoncer.

La grande difficulté de la lutte contre le changement climatique, c'est que celui-ci est un effet secondaire de politiques de croissance économique qui, même si elles peuvent être très différentes d'un pays à l'autre, poursuivent des objectifs semblables et sont universellement considérées comme désirables.

Peut-on envisager de renoncer à la croissance économique, alors qu'elle apporte tant sur le plan social, alors que tant d'hommes et de femmes souffrent de la pauvreté et aspirent à une amélioration de leur niveau de vie ?

Alors qu'il est de plus en plus évident que le changement climatique résulte de la recherche généralisée de la croissance économique, très peu de voix s'élèvent parmi les opposants aux politiques environnementales actuelles pour remettre en cause cette dernière.

L'histoire récente montre les difficultés de mise en œuvre des politiques de désengagement des hydrocarbures. Qu'il s'agisse de taxation diesel ou de taxe carbone, les populations ont de grandes réticences à accepter les contraintes de la transition énergétique, et ceci alors même que l'énergie n'est pas vraiment chère compte tenu des bénéfices qu'elle apporte, comme on l'a vu au début de la formation.

Un accord international sur des politiques restrictives à visée climatique risque d'être difficile à trouver car tous les pays ne seront pas affectés de la même façon.

Il y aura des gagnants et des perdants, au moins de manière relative et transitoire.

Pendant des siècles, les relations internationales ayant été davantage marquées par la compétition que par la coopération, il y a peu de chance que cela change suffisamment rapidement pour limiter le changement climatique d'ici le milieu ou la fin du siècle.